

Discours à la Nation prononcé par le chef de l'Etat la veille du nouvel an 2005

31 décembre 2004.

Mes chers compatriotes, Frères et sœurs africains, Étrangers qui vivez parmi nous,

Par la volonté divine, nous voici encore, mes chers compatriotes, au seuil d'un nouvel an, pont entre l'année qui s'achève et un futur qui commence.

C'est pourquoi, nous devons marquer cet instant par notre reconnaissance au Tout-Puissant. Qu'il en soit donc loué de la manière la plus élogieuse au nom de cette nation de croyants qu'est le Sénégal.

Des êtres chers nous ont quittés en cours de route. Nous prions pour eux et, en même temps, nos pensées affectueuses vont à leurs familles. A tous ceux qui souffrent, j'exprime toute ma compassion qu'accompagnent mes souhaits ardents de prompt rétablissement pour les malades, de vœux exaucés pour les autres.

Mes chers compatriotes,

Avec la signature hier, à Ziguinchor, des Accords de paix en Casamance, entre le Gouvernement de la République et le Secrétaire Général du MFDC, l'Abbé Augustin Diamacoune SENGHOR, nous terminons l'année 2004 par une victoire du peuple sénégalais sur un grand malentendu qui nous aura coûté cher en termes de vies humaines, de foyers disloqués, de fractures sociales, de dommages économiques, de souffrances.

C'est le lieu de rendre hommage au leader historique incontesté du MFDC, aux dirigeants de ce mouvement et à tous ses compagnons, pour leur courage et le sens des responsabilités dont ils ont fait preuve.

L'Abbé Diamacoune ne disait-il pas justement l'autre jour : Il faut du courage pour faire la guerre, mais il faut encore plus de courage pour faire la paix.

Mais avant tout, je dois rendre hommage à notre armée qui a su, derrière le Président de la République, Chef Supérieur des Armées, mener les opérations de défense de l'intégrité du territoire national dans les strictes limites de sa mission, et protéger les populations avec efficacité et sans cruauté.

C'est donc le moment d'observer une minute de silence pour tous nos morts, de l'armée nationale comme du MFDC. Car ce sont tous des Sénégalais qu'une malheureuse conjonction a placés d'un côté et de l'autre de la ligne de fracture. La paix que nous avons scellée hier ne laisse ni vainqueurs ni vaincus, mais seulement des fils et filles d'un même pays qui pansent leurs blessures avec la volonté que de tels événements ne se reproduisent plus jamais,

Je dois à la vérité de reconnaître que notre seul mérite aura été d'avoir toujours eu la conviction que tôt ou tard la raison finirait par triompher et que la paix reviendrait, de refuser en conséquence la solution des armes que les faucons ne cessaient de me conseiller. Ils me disaient en substance " mettez un soldat sur chaque carré et réglez le problème en quelques heures. "

C'est vrai que j'ai mis quatre ans pour arriver à la paix, mais l'option de discussions et de négociations a permis d'épargner de nombreuses vies humaines et, surtout, acquis majeur, a permis de prouver la vanité de la violence.

Nous pouvons donc nous féliciter d'avoir fait confiance au génie de notre peuple.

En effet, les femmes de Casamance se sont les premières mobilisées, de façon permanente, pour imposer la paix, suivies par les cadres de notre pays, singulièrement ceux d'entre eux qui sont originaires du Sud, et par toutes les composantes de notre peuple

.A tous, je dis merci de votre confiance mais ne nous arrêtons pas là. Tous ensemble et sans tarder, détruisons maintenant les causes des frustrations afin d'éloigner définitivement le spectre de ces batailles fratricides.

Comme je l'ai promis, les accords vont être immédiatement mis à exécution sous la conduite du Premier Ministre Macky Sall qui bénéficie de ma confiance et de mon soutien. Je ne lui ménagerai aucun moyen pour que cette belle région de la Casamance naturelle retrouve enfin toute la plénitude de son potentiel riche et varié, dans la cohésion et l'unité des complémentarités nationales dont Dieu a doté notre pays.

Des investissements de plus de 80 milliards de FCFA seront mobilisés à ce titre. Ici, je voudrais dire solennellement que les projets à financer seront proposés par des commissions dans lesquelles les populations casamançaises et leurs dirigeants seront dûment représentés. J'entends bien que l'Abbé Diamacoune et les responsables du MFDC pourront suivre toutes les opérations pour qu'il n'y ait aucun doute sur le fait que les investissements seront intégralement, je dis bien intégralement, au service des populations de la Casamance sans exclusion.

Déjà en Juillet dernier, j'avais mis en place l'Agence Nationale pour la relance des Activités économiques et sociales en Casamance pour accompagner les efforts de reconstruction et de réhabilitation des infrastructures.

Un accent particulier sera mis sur les activités de déminage ainsi que sur les secteurs de l'équipement, des infrastructures routières, du transport, de la santé et de l'éducation. La priorité sera accordée à la reconversion et la réinsertion des ex-combattants et celle de leurs familles.

Mes chers Compatriotes,

Cette année notre pays a été durement affecté par le plus grave péril acridien de son histoire et celle de la sous-région. Mais l'invasion des criquets pèlerins a été pour nous un double test : celui de la réactivité des pouvoirs publics face à un fléau soudain et celui de la solidarité nationale devant une épreuve de dimensions exceptionnelles.

Dans l'un et l'autre cas, je suis fier du travail accompli parce que nous avons d'abord compté sur nous-mêmes, refusant ainsi de céder à la fatalité et à la résignation.

Dès que j'ai été informé de l'imminence de l'arrivée de l'ennemi ailé, j'ai lancé un appel à la Communauté internationale, appel que j'ai renouvelé en mars 2004 à la FAO, à Rome. Sur mes instructions, le Gouvernement, sans attendre l'aide extérieure, a tout de suite dégagé sur fonds propres

une enveloppe de quatre milliards et demi de francs CFA et mobilisé des moyens humains conséquents pour combattre le mal sous la direction de notre armée.

Dans un bel élan de solidarité, des Sénégalaises et des Sénégalais de toutes conditions, des personnes physiques ou morales ont, spontanément, apporté leurs contributions à la lutte contre le fléau.

Aux uns et aux autres, j'exprime, à nouveau, la gratitude de la Nation reconnaissante.

Mais nous n'avons pas encore déposé les armes. Je rappelle que la Commission de l'Union Africaine chargée de la lutte antiacridienne se trouve en Algérie et que je suis seulement chargé de la coordination de la lutte et de la bataille stratégique.

C'est, à ce titre que, de concert avec mes collègues des pays frères sahéliens touchés par le péril acridien, nous avons convoqué, le 11 janvier 2005, à Dakar, un séminaire mondial scientifique pour faire le point des connaissances sur le criquet pèlerin.

Il s'agira, notamment, d'en savoir un peu plus sur ce redoutable prédateur qui, depuis les temps pharaoniques, a toujours eu le dessus sur l'homme car réapparaissant de plus belle, plus vaste et plus destructeur, chaque fois qu'il est combattu au cours d'une saison, avec plus ou moins de succès. La Raison humaine ne peut pas accepter que ce fléau qui sévit depuis des millénaires, semant famine et désolation sur son chemin, ne puisse pas être vaincu par la science. Tel est le défi que nous demandons aux hommes et femmes de science du monde de relever.

Au total, grâce à l'action vigoureuse du Gouvernement, le soutien des bonnes volontés et l'appui de nos amis, nous avons réussi à sauver l'essentiel de la campagne agricole malgré les dégâts importants sur certaines spéculations.

La production céréalière a globalement accusé une baisse de 22 % et celle du coton de 9 %. Mais celles de l'arachide, du sésame et du manioc ont, en dépit des circonstances défavorables, connu des hausses respectives de 28, 56 et 121% alors que le maïs tient encore presque son record de l'année dernière.

Regardons donc l'avenir avec optimisme. Avec l'entrée en vigueur en juin dernier de la loi d'orientation agro-sylvo-pastorale, résultat d'une vaste concertation avec les acteurs concernés, mon ambition est de doter notre pays des outils nécessaires à la réussite d'une véritable révolution agricole apte à nous garantir une souveraineté agricole parce que reposant sur un système de production mieux organisé et moins dépendant des aléas climatiques.

Le programme des bassins de rétention parallèlement avec celui des pluies provoquées, celui des fermes individuelles répond à ce défi. Je rappelle à ce sujet que le Gouvernement est prêt à aider des Sénégalais qui veulent créer des fermes modernes et cette invite s'adresse aussi bien aux chômeurs, aux jeunes en général, aux cadres, aux émigrés qu'aux fonctionnaires. Il suffira de remplir les critères requis.

Je dois ajouter que nous avons décidé d'investir d'importantes sommes dans la modernisation de l'élevage comme je l'avais promis. Dans la même lancée, la pêche ne sera pas en reste ; elle bénéficie déjà d'importantes infrastructures. Par ailleurs, je viens d'approuver des projets pour révolutionner l'artisanat qui va devenir, avec l'exploitation des opportunités de l'AGOA, l'un des premiers secteurs d'exportation de notre pays.

Mes chers compatriotes,

Malgré les difficultés que je viens d'évoquer, l'état de notre économie est plus que satisfaisant. Avec un taux de croissance de plus de 6 % - cette année 6,7 - précisément, nous continuerons résolument notre chemin vers le point de mire : l'espace des nations émergentes.

Il reste que la croissance économique en elle-même n'est pas une fin en soi. Elle n'a de portée véritable que si elle contribue au bien-être de la population et à améliorer les conditions de vie des travailleurs. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre la dernière hausse des salaires.

Cette deuxième revalorisation salariale en quatre ans aura été significativement marquée par le déblocage du point indiciaire pour la première fois depuis 1981.

Parallèlement à ces importants acquis sociaux, le Gouvernement poursuivra en 2005, la mise en œuvre du programme triennal de recrutement d'agents de la Fonction publique.

Voilà tout le sens que j'entends donner au partage des fruits de la croissance qui doivent profiter à l'entreprise, mais également au travailleur et à la société.

Au demeurant, c'est grâce à la bonne tenue de nos agrégats macro-économiques que nos principaux partenaires au développement continuent de nous faire confiance en appuyant nos efforts par des annulations de dettes d'un montant de plus de 200 milliards de FCFA.

Nous devons aller de l'avant pour réussir le pari d'un Sénégal aux portes de l'émergence. Je suis pour ma part déterminé, aujourd'hui plus que jamais, à conduire les changements nécessaires à la réalisation de cet objectif.

Je tiens particulièrement à l'ancrage de la bonne gouvernance dans la gestion des affaires publiques. Que l'on me comprenne bien : la transparence et la lutte contre la corruption ne devraient en aucune façon être perçues comme de simples effets de mode revêtus de leur voile éphémère. La corruption a gangrené le monde. Il suffit de lire les journaux pour s'en convaincre. Mais elle fait plus de mal dans les pays pauvres pour des raisons évidentes. Chez nous où elle atteint un degré insoupçonné, j'ai la volonté de l'extirper de notre corps social. Vous vous en rendrez compte bientôt.

J'entends faire de la probité un mode de la vie administrative et de pratique gouvernementale. A tous les échelons de responsabilité, le manquement à une saine gestion des affaires publiques doit être relevé et sanctionné sans faiblesse conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Mes chers compatriotes,

Un changement important de qualité est déjà intervenu dans le domaine des infrastructures dont le credo reste " Une bonne route, une bonne fois pour toutes".

Pour pouvoir contenir l'important programme infrastructurel que nous allons entamer, nous nous sommes attelés à créer un cadre juridique, notamment par deux textes adoptés cette année qui visent à associer le secteur privé, notamment national, à la réalisation des infrastructures : il s'agit de la loi relative aux contrats de construction - exploitation - transfert communément appelés B.O.T. et celle instituant le

Conseil des infrastructures. J'ajouterai qu'un décret est en préparation sur le Fonds de soutien des infrastructures grâce à des ressources nouvelles et renouvelables.

A partir de 2005, le Sénégal présentera un tout nouveau visage avec des réalisations en vue, non seulement à Dakar et ses environs, mais également à l'intérieur du pays.

Pour ne citer que quelques projets, le programme de mobilité urbaine prévoit la construction d'échangeurs à Cynros et Malick Sy, à la Patte d'oie, à Cambérène, à Pikine.

Il s'y ajoute l'élargissement du tronçon de l'autoroute Malick Sy - Pikine qui passera à deux fois trois voies, six voies au total, avec reprise à neuf des ponts de Colobane et de Hann, celui de la route de s Niayes, le prolongement de l'autoroute jusqu'à la Place du Tirailleur et celui de la Voie de Dégagement Nord (VDN) du Pont de CICES jusqu'au Quartier du Golf dans un premier temps.

Dans les quartiers défavorisés de l'agglomération dakaroise, des efforts seront portés sur l'assainissement et des voies urbaines pavées seront aménagées avec une composante de travaux à haute intensité de main d'œuvre.

S'agissant des projets en cours de réalisation à l'intérieur du pays, je citerai notamment les axes Dianah Malary - Carrefour 22, Mbour - Joal, Fatick-Bambey, Goxu Mbathie - Saint Louis, et le pont de Médina Ndiathé. A quoi il faut ajouter plus de 640 Km de pistes de désenclavement.

Sept autres projets seront lancés en 2005 pour relier différentes villes du Sénégal des profondeurs.

Nous allons également continuer à mettre à profit la fête de l'indépendance pour renforcer les capacités infrastructurelles de nos régions.

C'est le lieu de souligner que tirant enseignement de l'expérience de Thiès en avril 2004, le défilé militaire restera toujours à Dakar qui, seule, Offre les structures adéquates pour un beau spectacle digne de notre pays mais la fête sera décentralisée à l'intérieur, occasion qui nous permettra après Fatick en 2005, d'envisager, chaque année, de dégager une somme de 60 milliards à répartir en investissements d'équipement entre quatre capitales régionales. Ainsi, en deux ans, en 2006 et en 2007, les capitales de toutes les régions du pays seront couvertes.

Le Gouvernement, en plus des efforts actuels de construction de logements, s'attèle à lancer, avec des partenaires malaisiens, un vaste chantier de 70 000 logements à des coûts modérés allant du très économique au grand standing et dont l'exécution sera assurée par la Société " LA PIERRE S.A. ". La phase pilote de ce programme, composée de 2000 logements sera achevée en décembre 2006. Des maisons témoins seront construites en bordure de la route nationale vers Diamniadio pour que les Sénégalais puissent apprécier de visu.

J'ai demandé au Premier Ministre de réserver un bon lot de maisons aux émigrés qui sont parts à l'étranger vivre des conditions difficiles pour pouvoir, un jour, disposer d'un toit.

D'ailleurs, notre pays après New York et Padova en Italie organisera du 13 au 18 janvier 2005, le 3ème Salon de l'Habitat qui permettra à tous nos promoteurs de montrer l'expertise nationale dans ce domaine.

D'autre part, au titre du plan d'action à court terme du NEPAD, les études de faisabilité de la route Kati-Kika-Saraya qui intéresse le Mali et le Sénégal, des voies ferrées nationales ainsi que celles devant assurer la liaison entre les Etats membres de la CEDEAO sont en cours. J'ai demandé que le chemin de fer Dakar-Ziguinchor soit plutôt Ziguinchor-Dakar, c'est-à-dire que la construction commence par Ziguinchor vers Tamba et Dakar.

Vous noterez, chers compatriotes, qu'aux ressources qui nous ont permis d'envisager cet ambitieux programme il convient d'ajouter celles qui nous viennent de notre admission au Millenium Challenge Account en rappelant qu'il ne s'agit pas d'un cadeau mais d'un prix mérité attribué sur la base de l'appréciation de critères d'éligibilité entre de nombreux concurrents ; bien qu'il soit évident que nos excellentes relations avec les Etats-Unis ont joué.

En effet, le Sénégal a été éligible pour l'année 2004 qui a connu quelque retard dans l'allocation des fonds mais déjà aussi pour 2005 suite à l'initiative américaine du Millenium Challenge Account (MCA) qui met en compétition les pays selon la qualité de leur investissement dans le capital humain et selon également la qualité de leur gouvernance économique et politique.

Il faut avouer qu'il était difficile de nous battre sur l'éducation qui bénéficie, fait exceptionnel, de 40% du budget, de l'accès à la bourse ouvert à tous les étudiants des Universités, de l'excellence érigée en credo, de l'universalisation grâce à la Case des tout-petits et à l'Université du Futur en passant par la modernisation des écoles coraniques ouvertes à la formation professionnelle et aux langues étrangères.

Le programme proposé pour le MCA par le Gouvernement dans le cadre d'un large processus participatif s'articule autour de la mise en place d'une plate-forme multifonctionnelle à Diamniadio ainsi que l'amélioration de la desserte routière entre la plate-forme et les principaux pôles économiques du pays.

Cette plate-forme dont l'administration sera privée à l'instar des exemples de la Malaisie et de Dubaï, est essentiellement destinée à accueillir de nouvelles activités industrielles et commerciales ou la délocalisation d'activités industrielles et commerciales existantes, pour leur assurer de meilleures opportunités de développement.

Le coût total de cet ambitieux programme est évalué à 690 milliards de francs CFA. Appel est fait au Secteur privé qui en bénéficiera finalement pour une contribution de 340 milliards.

La contribution de l'Etat/Millenium Challenge Account, MCA est de 140 à 150 milliards dont un financement de 63 milliards est déjà disponible. Plusieurs bailleurs de fonds ont marqué leur intérêt à participer au financement du reliquat.

Ce programme permettra au Sénégal d'atteindre des taux de croissance d'environ 7,5% durant les cinq premières années contre une moyenne d'un peu moins de 5% au cours des dix dernières années. A partir de la cinquième année, les taux de croissance avoisineront durablement 8%. Plus de 100 000 emplois seront créés dans un horizon de 10 ans, soit plus que l'effectif total prévu selon le recensement fait par les sociétés non financières du secteur moderne.

Mes chers compatriotes,

Je ne peux m'empêcher de revenir à nouveau sur l'épineux problème de l'encombrement de la voie publique.

Les installations sauvages et les constructions illégales donnent de notre capitale une image désolante. Elles entraînent d'énormes pertes de temps et d'énergie et constituent par là un sérieux frein à la productivité et une grave atteinte aux règles élémentaires de discipline qui conditionnent la vie en société. J'engage les services de l'Etat concernés à user de tous les moyens qu'offre la loi pour mettre un terme à de telles pratiques coûteuses pour l'économie et préjudiciables à la sécurité publique.

J'en viens maintenant à vous chers enfants. Le modèle de développement que j'ambitionne pour notre pays repose fondamentalement sur la qualité des ressources humaines. C'est dire que l'éducation et la formation restent pour le Gouvernement une priorité de premier ordre.

Voilà pourquoi j'ai décidé d'allouer près de la moitié du budget national de 2005 (soit 40 %) au secteur de l'éducation.

En vertu du texte de loi voté lors de la dernière Session budgétaire de l'Assemblée Nationale, la scolarité des enfants de 6 à 16 ans est désormais obligatoire.

Au cours de l'année 2005, trente-trois infrastructures scolaires dont 19 Lycées et cinq écoles de formation d'instituteurs seront inaugurées.

Avec le programme des Daaras modernes qui cible 800.000 enfants, l'enseignement coranique sera progressivement accompagné d'un apprentissage de métier ouvrant ainsi aux "talibés" les horizons du monde professionnel de manière à leur permettre d'allier l'essence du spirituel aux exigences du temporel.

Du reste, cette politique volontariste du Gouvernement et la qualité du corps enseignant sénégalais font que notre système éducatif est reconnu aujourd'hui par l'UNESCO comme un modèle en la matière.

Ensemble, nous devons maintenir le cap et faire en sorte qu'aucun enfant ne soit laissé à l'arrière dans cette marche forcée vers le progrès.

Le monde de demain, encore plus que celui d'aujourd'hui, sera un espace impitoyable de compétition.

Toute la politique éducationnelle du Gouvernement repose sur la prise en compte de ce nouveau paradigme.

Mes chers compatriotes,

Cette année, à travers ma modeste personne, notre pays a été, par deux fois, honoré avec le Prix de la Ligue Internationale des Droits de l'Homme et celui du National Democracy Institute (NDI) qui m'ont été décernés respectivement en Septembre et au début de ce mois. Pour reconnaître les efforts du peuple sénégalais en faveur des droits de l'homme et de la démocratie. Longue a été la lutte et difficile la montée sur un chemin escarpé plein d'embûches et de chausse-trappes. Aussi à victoire est-elle à l'aune de nos efforts, de nos sacrifices, de notre courage et de notre persévérance.

Ces distinctions témoignent, à n'en pas douter, du génie créateur du peuple sénégalais et de la vitalité du système politique que nous nous sommes librement choisis.

Ces distinctions nous propulsent dans l'ère des démocraties dites "majeures". Ce nouveau statut comporte de nouvelles exigences et de nouvelles responsabilités.

Les querelles sur d'éventuels truquages d'élections futures dont les plus proches seront en 2006 ressemblent plus à un procès de sorcellerie car rien de tangible ne les appuie sinon des intentions prêtées. Devrait-on raisonnablement se quereller sur des intentions prêtées que ne corrobore rien de concret ?

Je garantis solennellement que les élections seront organisées à date due, sur la base d'inscriptions exhaustives, de scrutins démocratiques et transparents. Car mon objectif et l'intérêt d'un grand parti comme le mien est "zéro contestation", où le lendemain de joutes électorales sera un jour comme les autres parce que chacun, conscient que la sincérité du processus électoral aura été assurée en amont et en aval du vote, s'en remettra au verdict des urnes.

Le Gouvernement arrêtera avec l'opposition la liste des observateurs qui peuvent d'ores et déjà venir au Sénégal observer la préparation des élections.

Ces raisons que voilà m'ont conduit à l'initiative qui a consisté à remettre à zéro le "compteur", le fichier électoral, et à lancer le processus devant aboutir à la mise en place d'un organe de supervision des élections.

Une pratique démocratique saine et le respect des droits humains fondamentaux font partie de notre héritage socioculturel, héritage qu'il nous faut sans cesse enrichir pour les générations actuelles et futures.

L'abolition de la peine capitale, le projet en cours de dépénalisation du délit de presse s'inscrivent dans cette optique, la loi d'amnistie des crimes et délits liés au problème de la Casamance participent de cette volonté d'instaurer une démocratie apaisée et majeure.

S'agissant de la proposition de loi d'un député tendant à l'amnistie des faits dans l'assassinat de Maître Babacar SEYE, elle m'a été transmise conformément à la Constitution par le Président de l'Assemblée Nationale. J'ai accusé réception en ajoutant que je n'avais aucun commentaire à faire. Par respect pour le principe de la séparation des pouvoirs, je ne m'impliquerai ni n'exercerai des pressions sur la représentation nationale qui est souveraine. L'Assemblée se prononcera librement.

Revenons à la presse.

En proposant la dépénalisation du délit de presse, je fais un pari optimiste sur le sens des responsabilités de chacun des journalistes. Il est évident, comme l'a fait remarquer leur organisation professionnelle, que l'absence de formation solide préalablement à l'exercice du métier est largement responsable de certains écarts. L'exercice de la liberté d'opinion et d'expression ne saurait être une licence pour porter impunément atteinte aux institutions qui sont le socle de la République, à la dignité de l'honnête citoyen, par des imputations destructrices, sans fondement. On sait qu'une liberté exercée sans limite et sans discernement est le pire ennemi de la liberté.

Je rappelle que sur ce point, la balle est dans le camp des journalistes dont j'attends des propositions alternatives de protection des institutions et de l'honneur des citoyens contre des abus de la presse.

Mes chers compatriotes,

L'année qui s'annonce nous rapproche davantage du rendez-vous important de 2006 avec la tenue à Dakar du 11ème Sommet de l'organisation de la Conférence Islamique, OCI, que nous aurons l'honneur de recevoir à Dakar.

D'éminentes personnalités, à travers le monde, m'ont conforté dans ma proposition d'un Sommet Mondial sur le dialogue islamo-chrétien qui suivrait immédiatement la Conférence de l'OCI.

A l'instar de ce que nous vivons au Sénégal, il me semble essentiel, pour l'avenir de l'humanité, que l'Islam et la Chrétienté, deux grandes religions qui partagent des valeurs communes, trouvent un espace d'échanges et de concertation face aux obscurantismes réducteurs de tous bords qui tentent de les opposer.

Un Sommet réunissant dans un même appel les plus grands leaders chrétiens et les grands leaders musulmans, adressant ensemble un message de paix et de tolérance aux générations actuelles et futures, diffusera ses effets séquentiels sur notre futur que nous sommes largement en mesure de modeler si nous en avons la volonté politique. Depuis que j'ai formulé l'idée, je n'ai reçu que des encouragements de tous les côtés.

Mes chers compatriotes,

Dans son essence, notre diplomatie, toujours efficace et diligente, est restée au service du bon voisinage, du panafricanisme et de la sauvegarde de la paix en Afrique et dans le monde. Partout où il y a des casques bleus, les soldats sénégalais sont réclamés pour leur professionnalisme et leur sens du respect des personnes et des biens.. Voilà une raison supplémentaire d'être fier de notre armée qui, en 2004, pour la première fois, a eu sa journée. La journée de l'armée officiellement instituée sera ainsi célébrée chaque année.

Mes chers compatriotes,

L'Afrique, du point de vue de la paix et la stabilité n'est devenue ni meilleure ni pire. Ici et là, des tentatives de prise de pouvoir par la force perturbent encore les processus de mise en place de systèmes démocratiques. Des conflits naissent çà et là, alors qu'on s'emploie à juguler ceux qui se sont déjà déclarés.

Ce n'est pourtant pas une raison pour y voir une fatalité attachée à notre destin. Mieux organisés, nous les contiendrons. Pour conjurer ce vieux démon, je viens de faire une proposition d'armée régionale qui aura la capacité d'intervention immédiate en cas de coups d'Etat car il faut mettre fin à l'instabilité en Afrique qui freine notre développement.

Vous vous attendez. bien sûr, à ce que je vous parle du NEPAD. Le NEPAD va bien, c'est notre organisation et notre capacité de mise en œuvre qui sont interpellées car les ressources existent. Je dirai même qu'elles sont abondantes. Ce que nous n'avons pas réussi, c'est la sélection d'Africains capables, à qui nous pouvons confier les tâches de mise en œuvre. J'espère qu'en 2005 nous rattraperons ce retard.

Mes Chers Compatriotes,

Voici venu le moment de conclure. Je le ferai en vous présentant mes vœux, vœux de bonne santé d'abord, de bonheur personnel et familial ensuite, de longévité et de prospérité dans la quiétude de l'esprit et la paix du cœur.

Nous entrons dans un Sénégal nouveau, je devrais dire neuf, après nous être débarrassés des scories des erreurs du passé, en reconstituant l'unité nationale rudement mise à l'épreuve pendant 22 ans, en nous engageant résolument dans un processus irréversible de réconciliation et de construction nationales matérialisées par les chantiers de l'alternance dont vous n'avez vu jusqu'ici que des échantillons.

De cet effort national, je n'exclus personne. Toutes les idées, toutes les propositions à titre de contributions seront les bienvenues.

Avec vous, je prie pour que le Tout-Puissant continue d'apporter à notre cher Sénégal la force et la vitalité nécessaires à son développement harmonieux au sein d'une Afrique de paix, unie et prospère.

Dewenati et Bonsoir